



5, Boulevard Clémenceau
18000 BOURGES

Tél. : 02.48.65.36.25

Fax : 02.48.65.50.27

Port : 06 87 26 05 35

Email : cgt.ul.bourges@wanadoo.fr

Site : <http://www.ud18.cgt.fr>

Motion de l'Union Locale des Syndicats
CGT de Bourges,

A

- Monsieur le Président du Conseil d'administration ;
- Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Jacques Cœur.

**L'Hôpital public est mis à la diète.
L'activité des soignants est malmenée.
Pourtant, l'argent existe, en France, pour faire autrement.
Une autre logique est possible !**

L'hôpital public à la française est une réalisation qu'on nous a longtemps enviée, qu'on nous envie encore un peu partout dans le monde. A juste titre. La qualité des soins, les liens entre Hôpital et université, entre Hôpital et recherche, la mission de service public, le sens de l'égalité, toutes ces caractéristiques ont fait la force de l'Hôpital public.

Que l'on soit le plus modeste d'entre les modestes ou Président de la République, l'Hôpital vous prend en charge et vous soigne avec la même compétence, le même dévouement des équipes. C'est une chance. Si l'on compare ce système avec les très inégalitaires méthodes anglo-saxonnes, par exemple, « il n'y a pas photo » comme on dit.

Pourtant l'hôpital public est aujourd'hui bien malade. Malade d'une logique comptable qui n'en finit plus, restrictions après restrictions, de l'asphyxier. Une logique de compétition entre les hôpitaux, entre les différents services, entre les hommes eux mêmes.

C'est, en vérité, le règne du très libéral mot d'ordre : chacun pour sa pomme!

Une façon de faire qui est en complète opposition avec l'esprit d'équipe, d'entraide, de solidarité, de complicité humaine aussi qui donne tout son sens au travail à l'hôpital.

Après la pénurie organisée des hommes (diminution drastique des formations) et des lits, la tarification à l'activité (T2A) met l'hôpital en difficulté. Tout cela rend à peu près impossible d'y travailler correctement aujourd'hui.

En effet, alors que tout soignant a le sens du travail bien fait, l'austérité imposée à l'Hôpital entrave l'activité de tous. Le temps nécessaire pour l'écoute des malades n'est même pas considéré comme de l'activité.

L'installation des « pôles » a contribué à mettre en place de véritables usines à gaz, contraires à l'esprit d'équipe et déshumanisantes pour les malades. Le manque permanent de matériel, la quasi impossibilité de trouver rapidement des lits de soins, les négociations interminables pour obtenir un rendez-vous, tout cela épuise le personnel, use son énergie. Tout cela est source de démotivation, voire de démission. Stress et dépressions sont devenus le lot commun à bien des soignants.

Pour Sarkozy, les 35 heures seraient responsables de tous les maux de l'Hôpital public. Non seulement on retrouve là l'obsession des ultra-libéraux bien décidés à faire suer le burnous aux salariés, hostiles par principe à toute avancée sociale (et les 35 heures en sont une) mais on vérifie aussi l'ignorance de ce pouvoir sur la réalité de l'Hôpital.

En vérité, les 35 heures, avec le système des heures supplémentaires, l'Hôpital ne les a pas connues! Le nouveau Président a construit sa propagande sur le thème, fameux, du travailler plus pour gagner plus. A l'Hôpital, on est payé (façon de parler) pour savoir de quoi il en retourne ! Ici on travaille plus pour gagner moins ! Non seulement l'heure supplémentaire n'est pas payée mais bien souvent le (la) soignant(e), retenu(e) dans son service, doit déboursier pour faire garder les enfants! Bonjour, le pouvoir d'achat!

La CGT s'oppose à la cure libérale que le pouvoir impose à l'Hôpital, à cette dérive américaine qui est à l'oeuvre, qui nie les spécificités de l'hôpital et ne permet pas de répondre aux besoins de la population.

La France est un pays riche, mais où est donc passé l'argent ? Dans la spéculation, la finance, les privilèges.

Il est inadmissible d'entendre dire que les caisses sont vides. Elles ne sont pas vides pour tout le monde.

Ø **15 milliards** (*paquet fiscal*) ont ainsi été trouvés sans difficulté l'été dernier par Sarkozy pour le plus grand profit des super-riches !

- Ø **65 milliards** d'€uros par an de subventions accordées aux patrons ! *(le même ordre de grandeur que le total des dépenses hospitalières et deux fois supérieur au déficit de l'Etat !)*
- Ø **25 milliards** d'€uros par an d'exonérations de cotisations sociales, sur les bas salaires, accordées aux patrons !

Or il faut mettre cet argent dans des activités utiles. Dans l'hôpital par exemple.

Aujourd'hui, des gens qui n'ont pas les moyens renoncent à certains soins, c'est notamment déjà le cas pour les lunettes et pour les dents.

L'instauration des franchises dites « médicales » accentue ce phénomène.

Nous refusons ces franchises, socialement injustes, économiquement inefficaces et dangereuses pour la santé publique. Pour ceux qui ont une mutuelle, le ticket modérateur et le forfait hospitalier peuvent, dans certaines limites, être pris en charge. Mais les franchises ne le seront pas.

La franchise au début c'est 50 euros, mais après. On voit ce qui se passe : le forfait de 1 € par consultation qui - promis juré - ne devait pas augmenter et était plafonné à 1 € par jour quel que soit le nombre d'actes peut aller depuis le 1er août jusqu'à 4 € par jour.

Les dépassements d'honoraires, ces franchises occultes, devaient rester « raisonnables », mais aujourd'hui peuvent atteindre plusieurs milliers d'euros pour une opération.

Peu à peu les dépenses non remboursées augmentent !

Parce que - riche ou pauvre, jeune ou vieux. - nous devons tous être égaux dans l'accès aux soins, la France a créé la Sécurité sociale en 1945. Le principe en est simple : chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. A l'opposé de ce système solidaire, celui des assurances. Selon le niveau - et donc le prix - du contrat la couverture varie. Ainsi, se développe une médecine à plusieurs vitesses.

Dans l'urgence, pour la CGT,

Il faut répondre favorablement aux revendications du personnel et des usagers de l'Hôpital :

- Des effectifs à la hauteur des besoins, pour des conditions de travail décentes et pour assurer la qualité des soins.
- Le respect de la vie privée des personnels et de leur dignité.
- Une crèche hospitalière.
- La restitution du jour férié supprimé sous prétexte de hasard du calendrier.
- La création de 45 lits de médecine.

Il faut un arrêt du financement par la tarification à l'activité (T2A) et un moratoire sur les restructurations et définir une organisation efficace du système de santé, pour conserver les moyens de répondre aux besoins de la population.

Il faut lutter contre la pénurie et ouvrir une concertation pour un plan d'urgence sur les formations de soignants (dans toutes les branches, médecins, infirmières, pharmaciens, kinés, orthophonistes, diététiciens, etc).

Il faut que l'Etat soit le propre assureur des Hôpitaux, évitant à ceux-ci de payer de plus en plus cher les assurances en responsabilité civile professionnelle.

Il faut développer des réseaux de soins indispensables au maintien à domicile.

La démocratie doit devenir le moteur de la réforme du système de santé dont notre pays a besoin.

Il faut revenir aux valeurs fondatrices du service public, et assurer les financements spécifiques pour les missions de service public.